



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

allocations et ressources

Question au Gouvernement n° 1134

Texte de la question

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. le président. La parole est à Mme Isabelle Vasseur, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Mme Isabelle Vasseur. Monsieur le président, ma question s'adresse à Mme la secrétaire d'État chargée de la solidarité.

Madame Létard, parce que les vraies victimes de la crise, ce sont les Français qui perdent leur emploi ou voient leur temps de travail et leur salaire diminuer, le Président de la République a souhaité rappeler hier, à Saint-Quentin (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*), les nombreuses mesures sociales déjà effectives visant à soutenir les ménages les plus modestes et les classes moyennes. (*Mêmes mouvements.*) Dans le contexte économique difficile actuel, plus que jamais, notre mobilisation en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat doit être totale. Dans ma circonscription, pour ne citer qu'un exemple, l'usine Wagon Automotive, équipementier automobile en redressement judiciaire, laisse plus de 80 salariés sur la touche.

M. Roland Muzeau. Grâce à vous !

Mme Isabelle Vasseur. Ces salariés, devons-nous les laisser subir, sans réagir, les affres de la crise financière et économique, dont ils ne sont pas responsables ? Devons-nous renoncer à la solidarité envers nos concitoyens les plus durement touchés ?

Madame Billard, permettez-moi de dire, à vous et à vos collègues de l'opposition : non, nous ne renoncerons pas à voter les réformes ! (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Non, nous n'avons pas laissé faire ! Non, la solidarité, ce n'est pas un vain mot pour le Gouvernement et la majorité ! (*Mêmes mouvements.*)

M. Roland Muzeau. Vous êtes des menteurs !

Mme Isabelle Vasseur. Dès le mois de septembre 2008, le Gouvernement a immédiatement réagi, en prenant toute une série de mesures, afin de limiter l'impact de la crise sur l'économie française et sur les Français. Il a aussi permis la mise en place d'un plan de relance ambitieux. Dois-je vous rappeler, madame Billard, que vous et vos collègues de la gauche avez voté contre ce plan de relance ? (*Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Est-ce cela ne rien faire ? Je sais, madame la secrétaire d'État, que vous-même et l'ensemble du Gouvernement aurez à cœur de faire appliquer, de façon concrète et rapide, les mesures sociales prônées, hier soir, par M. le Président de la République, conformément aux attentes de nos concitoyens. (*Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

C'est là une exigence de justice à l'égard de ceux qui sont les plus fragiles. Aussi pourriez-vous expliciter devant la représentation nationale, le détail et le calendrier de mise en oeuvre de ces mesures ? ("*Zéro !*" sur les bancs des groupes SRC et GDR. - *Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à Mme Valérie Létard, secrétaire d'État chargée de la solidarité.

Mme Valérie Létard, *secrétaire d'État chargée de la solidarité*. Madame la députée Isabelle Vasseur, vous avez raison de le souligner : le Président de la République (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*) a le 14:13 06/04/2009 réaffirmé, hier, à Saint-Quentin, l'exigence de justice qui guide les réponses apportées par le Gouvernement à la crise économique mondiale que subit notre pays. (*Mêmes mouvements.*) Lorsque les temps sont difficiles, les efforts doivent être partagés...

M. Marcel Rogemont. Grâce au bouclier fiscal !

Mme Valérie Létard, *secrétaire d'État*. ...et personne ne doit être laissé au bord du chemin. C'est notre devoir politique. Concrètement, le Président de la République n'a pas seulement demandé, il a exigé que toutes les décisions qu'il a prises le 18 février soient déployées et appliquées avant la fin du mois de juin. Cela signifie que plus de dix millions de nos compatriotes...

M. Philippe Plisson. 80 000 chômeurs de plus !

Mme Valérie Létard, *secrétaire d'État*. ...vont bénéficier, dans les jours et les semaines à venir, de mesures de soutien et de justice : la prime de 500 euros versée en avril à 240 000 travailleurs précaires ("*Bouclier fiscal !*" sur les bancs du groupe SRC), la prime de solidarité active de 200 euros accordée en avril à 3,8 millions de foyers (*Mêmes mouvements*), la prime de 150 euros que vont percevoir en juin trois millions de familles modestes (*Mêmes mouvements*), les bons d'achat de 200 euros pour 1,2 million de personnes en juillet (*Mêmes mouvements*), la suppression des deux derniers tiers provisionnels de l'impôt sur le revenu pour six millions de personnes. (*Mmes et MM. les députés du groupe SRC scandent : " Bouclier fiscal ! "*)

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie !

Mme Valérie Létard, *secrétaire d'État*. Enfin, c'est dans cet esprit que Brice Hortefeux a signé hier avec Éric Woerth et le président de la Caisse nationale des allocations familiales (*Mêmes mouvements*)...

M. le président. Je vous en prie, ce n'est pas possible !

Mme Valérie Létard, *secrétaire d'État*. ...un protocole d'accord qui prévoit d'augmenter les crédits de la branche famille de 7,5 % chaque année (*Mêmes mouvements*), le volet action social jusqu'en 2012. Cela signifie 1,3 milliard d'euros de plus pour financer notamment 100 000 nouvelles places d'accueil pour nos jeunes enfants et de nouveaux services à la personne, comme l'a annoncé Nadine Morano qui pilotera l'application de ces mesures.

Vous pouvez le constater : l'exigence de solidarité est une réalité pour le Président de la République et le Gouvernement. C'est la réalité que nous défendons tous, car nous sommes aussi des élus locaux soucieux de venir au secours de tous nos concitoyens. (*Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Mes chers collègues, il faudrait que chacun se calme. Nous essayons d'acquérir des pouvoirs supplémentaires en matière de contrôle et d'évaluation. Si nous n'écoutons ni les questions ni les réponses, vous imaginez le jugement qui sera porté sur nous.

Données clés

Auteur : [Mme Isabelle Vasseur](#)

Circonscription : Aisne (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1134

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Solidarité

Ministère attributaire : Solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 mars 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 26 mars 2009